

Et Bruxelles envisagea un nouvel élargissement... l'Europe a-t-elle perdu tout sens commun ?



L'UE se pose la question d'un nouvel élargissement.

A sept mois des élections européennes, la Commission recommande d'octroyer le statut de pays candidat à l'Albanie et d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Macédoine.

Avec [Gérard Bossuat](#) et [Christophe Bouillaud](#)

Gérard Bossuat est professeur à l'Université de Cergy-Pontoise, titulaire de la chaire Jean Monnet ad personam. Il est l'auteur de [Histoire de l'Union européenne : Fondations, élargissements, avenir](#) (Belin, 2009) et co-auteur du [Dictionnaire historique de l'Europe unie](#) (André Versaille, 2009).

Christophe Bouillaud est professeur de sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Grenoble depuis 1999. Il est spécialiste à la fois de la vie politique italienne, et de la vie politique européenne, en particulier sous l'angle des partis.

[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Le commissaire chargé de l'élargissement européen a présenté, mercredi 16 octobre, son rapport sur l'avancement des pays candidats à l'Union européenne. Tensions économiques, montée de l'euroscepticisme, institutions européennes décriées : dans son état actuel, est-il raisonnable que l'Union européenne se pose la question d'un nouvel élargissement ?

Gérard Bossuat : Les Balkans sont une région correspondant à l'Europe du Sud-Est (Albanie, Bulgarie, l'ex-

Yougoslavie, la Grèce, la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie et la Turquie européenne). On isole souvent une région dite des Balkans occidentaux comprenant l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine, la Serbie, le Monténégro. Est-il souhaitables qu'ils entrent dans l'UE ? D'abord, c'est un fait, certains de ces pays y sont entrés, dont le dernier, le numéro 28, la Croatie, le 1er juillet 2013. Ensuite pourquoi interdire à l'Albanie et à la Macédoine d'y entrer ?

Christophe Bouillaud : Si l'on admet que l'Union européenne veut unir les Européens pour permettre à ces derniers de jouer un rôle dans l'histoire du XXIème siècle - idée que personne ne remet vraiment en cause parmi nos dirigeants actuels -, il me paraît très difficile de remettre en cause la logique de l'élargissement, au moins en ce qui concerne les pays issus de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie. **Il suffit de regarder une carte pour se persuader qu'aucune puissance mondiale ou régionale en devenir ne peut se permettre de laisser perdurer sur son flanc un espace qu'il ne contrôlerait pas complètement**, comme celui que constitue pour l'instant le vaste ensemble Serbie, Albanie, Kosovo, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Macédoine. Imagine-t-on les États-Unis n'ayant pas absorbé l'Arizona, l'Utah et le Nouveau-Mexique ? Ou l'Union indienne qui aurait laissé persister en son sein les principautés des Maharadjas après 1947 ? **Donc, si l'Union européenne dans sa forme actuelle survit à la crise en cours, elle s'élargira par une logique géopolitique à tous les Balkans.** La question de la Turquie est plus compliquée dans la mesure où ce pays possède lui-même une ambition géopolitique de plus en plus affirmée. Il peut tout aussi bien articuler son ambition avec son adhésion au club européen, que s'en détacher en créant autour de lui sa propre centralité, tout en restant un allié de l'Occident. Par ailleurs, si j'ose dire du point de vue bureaucratique, la question de l'élargissement est déjà actée, puisque les services de la Commission européenne consacrés à l'élargissement existent toujours et travaillent. Il leur faut en effet justifier de leur existence, en préparant avec les élargissements à venir, fussent-ils d'ailleurs à opérer dans des délais lointains.

Que présagerait le bilan réel des derniers élargissements quant aux effets de potentielles nouvelles entrées au sein de l'Union ?

Gérard Bossuat : La complexité du système actuel met l'accent sur les décisions prises par le Conseil européen, aréopage souverain en matière d'élargissement. Le cas récent des immigrés de Lampedusa est emblématique de l'impuissance de l'Union à s'attaquer aux vraies difficultés. Quelle politique de l'émigration est-il souhaitable que l'UE fasse ? Comment organiser un débat démocratique qui puisse aboutir à l'expression d'une politique commune reflétant la position majoritaire du peuple européen ? **Les institutions actuelles sont dépassées, la preuve en est que la plupart des connaisseurs de la pratique des institutions disent que la salut viendra des coopérations renforcées, ce qui est un moyen de tourner la difficulté de fonctionner à 28 !** Mais où sont-elles ces coopérations renforcées ?

Christophe Bouillaud : Du point de vue du fonctionnement institutionnel général de l'Union, les élargissements de 2004 et de 2007 ont changé peu de choses. Cela a d'ailleurs surpris les observateurs. C'est pour cela que l'élargissement à la Croatie n'a pas amené à reposer des questions institutionnelles d'ordre général. De fait, si l'on est effectivement plus nombreux autour de la table du Conseil européen, ce sont toujours les mêmes grands États de l'Ouest qui comptent vraiment (Allemagne, France, Grande-Bretagne, et dans une moindre mesure, Espagne et Italie) : **la crise de la zone Euro l'a bien montré depuis 2010, l'attelage européen n'avance alors qu'en fonction des volontés de ses cochers allemands et français.** On peut donc imaginer une Union à plus de 30 membres sans trop de problèmes institutionnel. Du point de vue économique, les élargissements de 2004 et de 2007 ont créé une diversité interne de niveau de vie jamais vue auparavant dans l'ancienne Union. La résorption de cette diversité s'avère très lente, même si des régions de la nouvelle Union comme celle de Prague peuvent être considérées comme ayant rattrapé des régions de l'ancienne Union. Dans le fond, élargir à tous les Balkans ne changerait pas grand chose de ce point de vue. Ajoutons qu'en ce qui concerne les valeurs des individus, comme le montre l'Atlas des européens paru en 2013 sous la direction de mes collègues Pierre Bréchon et Frédéric Gonthier, les divergences sont déjà énormes dans l'Union après 2007. **Ainsi, l'élargissement a suscité moins de difficultés que prévu, même si l'écart entre les Européens s'est fortement accru à tous points de vue.**

Que penser des candidats - la Macédoine, l'Albanie, Balkans et Turquie ? Sont-ils crédibles ? Qu'apporteraient-ils à l'Union ?

Gérard Bossuat : Qu'est-ce qu'être au point économiquement et démocratiquement pour entrer dans l'Union

européenne ? La Grèce l'était-elle davantage en 1981 au moment de son adhésion à l'Union et en 2001 à l'euro que ces pays-là ? Maîtriser ses finances publiques, lutter contre le clientélisme et la corruption, développer la tolérance entre les populations, éduquer, assurer la justice pour tous en interdisant les réflexes claniques. Voilà quelques une des conditions que tout citoyen européen est en droit de voir respectées par un pays candidat. Il est clair que par rapport à d'autres candidats ou d'autre pays européens, ces pays ne sont guère crédibles quoique des progrès aient été notés par l'Union européenne dans le fonctionnement de la démocratie et la protection des droits individuels.

Par ailleurs, comme on le sait depuis les guerres balkaniques du début du XXe siècle, les Balkans sont une poudrière. Les guerres post communistes de la décennie 90 du XXe siècle dans l'ex-Yougoslavie, le nationalisme ombrageux dans la région, les tensions entre le Kosovo, au nord de l'Albanie, avec la Serbie et les répercussions sur la population albanaise, **les affrontements toujours possibles de la Macédoine avec la Grèce** qui conteste toujours le nom même de la République de Macédoine, appelée pour cette raison "ancienne République yougoslave de Macédoine" (ARYM), **incitent les 28 à faire entrer l'Albanie et la Macédoine dans l'Union européenne pour pouvoir plus facilement maîtriser les tensions entre les peuples de ces Balkans turbulents**. La présence de ces petits pays ne modifiera pas grand chose à l'équilibre de l'Union européenne (2,8 millions d'habitants en Albanie et 2 millions en Macédoine) tant en population qu'en économie. Il faut donc les accueillir dans l'Union en espérant que ce sera un facteur de stabilisation de la région !

Christophe Bouillaud : Bien sûr, si on entend par "être crédible", être "riche et démocratique", il faut bien avouer que ce sont de médiocres candidats, bien moins crédibles que le seraient l'Islande, la Norvège ou la Suisse. Cependant, pour les raisons géopolitiques que je viens d'indiquer, il paraît difficile, surtout pour les pays des Balkans de ne pas les intégrer à terme. De toute façon, pour adhérer à l'Union européenne, il faut accepter toute une série de conditions drastiques, comme la transposition de l'ensemble de l'acquis communautaire dans son droit interne. **Ces pays seront d'autant plus surveillés dans leur processus d'adhésion que certains pays ayant adhéré en 2004 ou en 2007 ont tendu à n'en faire ensuite qu'à leur tête**. Les dirigeants de ces pays devront céder aux demandes européennes qui ne manqueront donc pas d'être insistantes et péremptoires, car ils ne disposent pas de stratégie géopolitique et économique de rechange. On le voit bien dans le cas de la Serbie. On voit mal les pays des Balkans adhérer à la nouvelle union économique que V. Poutine propose aux anciens pays de l'URSS. On les voit mal essayer de se trouver un parrain extra-européen, comme l'Albanie socialiste avec la Chine maoïste dans les années 1970. Bref, ils passeront sous les fourches caudines de la Commission et des pays déjà membres.

Seule la Turquie dispose d'un vrai poids dans les négociations, et son poids s'accroît à mesure que sa puissance économique se renforce, ce qui explique pour partie les difficultés de la négociation en cours. Pour ce qui est de l'apport de ces pays à l'ensemble, il me semble qu'il correspond plus à des impératifs de sécurité et de puissance qu'à autre chose. Il faut préciser aussi qu'un État déjà membre a beaucoup à gagner à l'adhésion des Balkans : la Grèce. Ce pays se trouve relativement isolé à la pointe de l'Union, il le serait moins si tout son arrière-pays était devenue européen. Du point de vue économique et démographique, seule la Turquie compte vraiment : son adhésion serait vraiment un apport significatif au "grand marché" en l'ouvrant sur le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Selon une étude autrichienne, l'opinion publique semble particulièrement sceptique quant à ces candidatures. Comment expliquer ce décalage avec la Commission européenne ?

Gérard Bossuat : L'opinion publique se souvient des terribles événements de la guerre de succession de Yougoslavie entre 1991 et 2001. Cette guerre a porté à son extrême les revendications nationales, ethniques et religieuses. Les conflits se sont structurés sur la question des identités nationales et confessionnelles. **La violence de ces conflits a conduit les opinions publiques européennes à se méfier de cette région. Rien ne dit que de tels conflits qu'il faudra prendre en charge au titre de l'Union, ne renaîtront pas**. A cela on doit répondre que membres de l'Union ou non, si des conflits renaissent, l'UE devra s'en occuper de toute façon.

Le cas de la Turquie est différent. Ce grand pays, en plein développement, en voie rapide de modernisation, présente certes des atouts et économiquement est un partenaire avantageux pour l'Union européenne. Il est associé à l'UE. Membre de l'OTAN il inspire une certaine confiance. Pourtant ce grand Etat, à la démographie imposante (74 millions d'habitants) introduirait dans l'Union une dose massive de culture musulmane ce qui

déplaît à la majorité des Européens en raison de l'instrumentalisation politique de l'Islam par les extrémistes religieux . **Sa pratique de la laïcité et de la démocratie pose encore des problèmes dans un Etat officiellement laïc depuis Mustafa Kemal Atatürk.** Le manque de confiance à son égard se traduit par des doutes sur son identité européenne. Est-ce un Etat européen ou un Etat du Moyen-Orient tourmenté par les démons de la région, Kurdes, Iran et Irak, maintenant Syrie. Serait-il une porte de l'Union vers l'Asie centrale ou le vecteur de passions régionales ? .

Christophe Bouillaud : Bien sûr que l'opinion publique est sceptique, à la fois par crainte du "plombier polonais" et des délocalisations industrielles intra-européennes, et parce que certains des pays candidats sont majoritairement habités par des personnes de religion musulmane (Albanie, Kosovo et surtout Turquie). La Commission européenne raisonne elle en fonction de l'image qu'elle se fait de ce que devrait être une "puissance européenne" appuyée sur un grand marché intérieur de plusieurs centaines de millions d'habitants. C'est sans doute une vision trop rationaliste, trop "constructiviste" dirait un partisan de Hayek, cette vision ne veut pas tenir pas compte de la réalité sociologique, religieuse, économique, historique, de l'Europe. De fait, c'est toute l'Europe "orthodoxe" et "musulmane", qu'elle soit dans l'Union (Grèce, Bulgarie, Roumanie) ou en dehors (Serbie, Albanie, Kosovo, etc.), qui tranche avec le reste de l'Europe "catholique" et "protestante". Le futur élargissement souligne ce fait, et il n'est pas étonnant que les populations de l'actuelle Union soient réticentes.

Quelle vision de l'Europe ces pistes d'élargissement trahissent-elles ? Est-ce vraiment dans ce sens qu'il convient d'aller ?

Gérard Bossuat : A la différence d'autres élargissements, comme ceux de 2007 (Roumanie et Bulgarie) les élargissements à l'Europe du Sud-est sont une manière de rattraper l'histoire. L'Europe du Sud-est, ancien territoire romain, et byzantin, ancien territoire vénitien, terre conquise par les Ottomans jusqu'aux indépendances de la Grèce, de la Roumanie et de la Bulgarie, a vocation à entrer dans l'UE. Sa légitimité est réelle en termes d'identité européenne traditionnelle. La question se pose autrement pour la Turquie, l'Arménie ou même l'Ukraine et la Biélorussie.

Mais les responsables politiques européennes oscillent toujours entre le grand large et l'approfondissement de l'Union. Depuis 2007 date de l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, après les adhésions des pays d'Europe centrale et orientale en 2004, un malaise s'est manifesté dans l'Union. La Commission européenne est devenue inaudible, otage du nationalisme des pays membres, contrairement à l'esprit et à la lettre des traités qui faisaient des Commissaires les représentants de l'intérêt public européen, c'est la crise des institutions. **La priorité de l'UE devrait être l'approfondissement du vivre ensemble européen.** La Commission mais aussi le Conseil ne sont guère visibles. Que font-ils se demandent les citoyens ? Les institutions expliquent mal leur action. Le Parlement européen qui dispose de plus de pouvoirs depuis le traité de Lisbonne n'est pas encore accepté comme un vrai Parlement.

Christophe Bouillaud : Comme je l'ai dit, il s'agit d'une vision de l'Europe comme puissance mondiale qui vise à contrôler d'abord son propre espace, et d'une vision plus économique d'un large marché intérieur. Pour ce qui est de la légitimité d'une telle vision, **cela revient à se demander si l'intégration européenne telle qu'elle se fait actuellement possède un sens.** Y a-t-il un sens à vouloir peser dans les affaires du monde en s'unissant ? D'une certaine façon, les pays européens pourraient aussi décider d'avoir chacun dans les affaires du monde, le seul poids que leur donne leur histoire, leur économie et leur démographie. On peut se demander en effet parfois s'il ne vaudrait pas mieux que chaque pays européen se pense d'abord et avant tout à l'échelle du monde plutôt que de s'énervier pour se mettre d'accord avec des voisins ombrageux, c'est la vision des Britanniques quand ils parlent de "Global Britain" et quand ils visent à faire de leur pays le centre de l'univers, c'est aussi la vision des Allemands quand ils pensent l'avenir de leur industrie à l'échelle mondiale, cela pourrait aussi être la vision des anciens Etats coloniaux comme la France, l'Espagne, le Portugal, qui peuvent encore former des réseaux mondiaux liés à leur langue. Il resterait toutefois un problème de sécurité continentale à assurer. Pour l'instant, les États-Unis, avec leur participation à l'OTAN, restent les garants ultimes de la sécurité et de la paix générale sur le continent européen; à terme, ces derniers ne voudront plus ou ne pourront plus assurer cette tâche; il faudra bien que quelqu'un l'assume, et je vois mal que les Européens ne soient pas obligés à l'assumer eux-mêmes en continuant de fait l'intégration européenne.

Quelles devraient être aujourd'hui les priorités au sein de l'Union ? Qu'en

attendent d'ailleurs les peuples ?

Gérard Bossuat : Les citoyens attendent en ces périodes de crise économique et financière , des actions nouvelles, et pertinentes pour **lutter contre le chômage**, en soutien de l'action des Etats, pour **inventer collectivement une nouvelle économie, pour tenir compte enfin de l'inquiétude des citoyens face à la mondialisation**. L'UE n'imagine rien concernant la préservation des ressources terrestres alors qu'elle su , en 2008, être un acteur du sommet sur le climat.. L'Europe devrait disposer de nouvelles institutions plus performantes, plus efficaces pour agir internationalement. Tout ceci doit passer par l'engagement des citoyens dans les affaires publiques européennes à travers des institutions représentatives, sans doute, - osons le mot-, plus fédérales, au moins dans certains secteurs tels que la monnaie.

Ensuite, l'Union doit dire où vont s'arrêter ses frontières ; est- il sérieux de laisser planer un doute sur l'adhésion de la Turquie ou de l'Ukraine ? Les citoyens européens regrettent de ne pas pouvoir participer réellement à l'élaboration des politiques communes ; la démocratie représentative pratiquée est trop inodore. Qui décide finalement ? Le Parlement européen ?; le Conseil des ministres, le Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement , la Commission ? Les citoyens votent pour des députés qui ne sont qu'un petit élément du processus de décision.. Clarifier le système institutionnel est une priorité, de même que dire publiquement à quoi sert l'unité européenne.

Christophe Bouillaud : Contrairement à ce qu'on peut lire ici ou là, les peuples européens restent en attente d'une Europe enfin efficace pour régler leurs problèmes. En effet, les répondants aux sondages Eurobaromètres sont pour la plupart dans une double affirmation: à la fois les gens se plaignent de l'Europe et ils veulent plus d'Europe. J'ai étudié récemment les données pour l'Italie, c'est flagrant, à la fois on sent bien l'exaspération montante, et on a aussi des taux d'approbation étonnants pour de nouvelles grandes politiques européennes. Il faut bien dire et redire que **le chômage est la préoccupation première dans la plupart des pays européens**, surtout ceux les plus en crise évidemment dont la France, et que **l'Union européenne pour se sortir de la crise de la zone Euro n'a pourtant rien trouvé de mieux que la stratégie de "dévaluation interne" qui suppose une forte hausse du chômage pour faire baisser les salaires et redonner de la compétitivité aux pays en difficulté**. On ne risque pas à ce compte-là d'enthousiasmer les peuples pour l'Europe. Ce que veulent les Européens est donc basique : diminution du chômage et augmentation de leur niveau de vie, soit exactement ce que les élites européennes ne semblent pas décidées à leur donner pour l'instant au nom même d'un futur meilleur... qui comportera évidemment ces deux éléments de bien-être.

Propos recueillis par [Pierre Havez](#)